ULB COOPERATION

ULB-COOPÉRATION

bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

Bureau de depôt
Bruxelles X / P302398

Bulletin d'information trimestriel **N°3** - Septembre/Octobre/Novembre 2015

Université et Coopération : pourquoi ?

Dans ce numéro :

- Visite de notre projet agroforestier dans le Kwamouth
- Certificat complémentaire interuniversitaire sur le trauma psychique
- Conférence sur l'Agro-business et l'agriculture familiale
- News

Editeur responsable :
ULB-Coopération
Av. F.D. Roosevelt, 50,
CP 266, 1050 Bruxelles

ULB-Coopération : voici maintenant plus de six mois que notre nouvelle structure est opérationnelle. Les deux années qui viennent de s'écouler ont requis un travail considérable de stratégie, d'organisation, d'administration et de communication pour mettre en place cette nouvelle ONG adaptée au nouveau contexte de la Coopération au Développement. Ces efforts au niveau de la structure centrale ont été portés par notre raison d'être fondamentale : les projets de développement et de coopération dans les pays du Sud.

L'implication de l'ULB dans la Coopération au Développement n'est pas récente puisqu'elle débute il y a 75 ans, au départ de la Faculté de Médecine avec la création du CEMUBAC et de ses activités en RdC. Depuis cette époque de pionniers, les activités se sont diversifiées tant géographiquement qu'au niveau des disciplines.

Aujourd'hui, l'ULB collabore avec des dizaines d'universités dans des pays en développement. Les principales d'entre-elles sont en RdC (Unilu à Lubumbashi et Unikin à Kinshasa), au Bénin (Abomey-Calavi à Cotonou), au Sénégal (Cheik Anta Diop à Dakar) et au Burkina Faso (Université de Ouagadougou). Sans oublier le Vietnam (Phan Nogc Thach à Ho Chi Min City) et l'Institut Technique du Cambodge.

suite --->

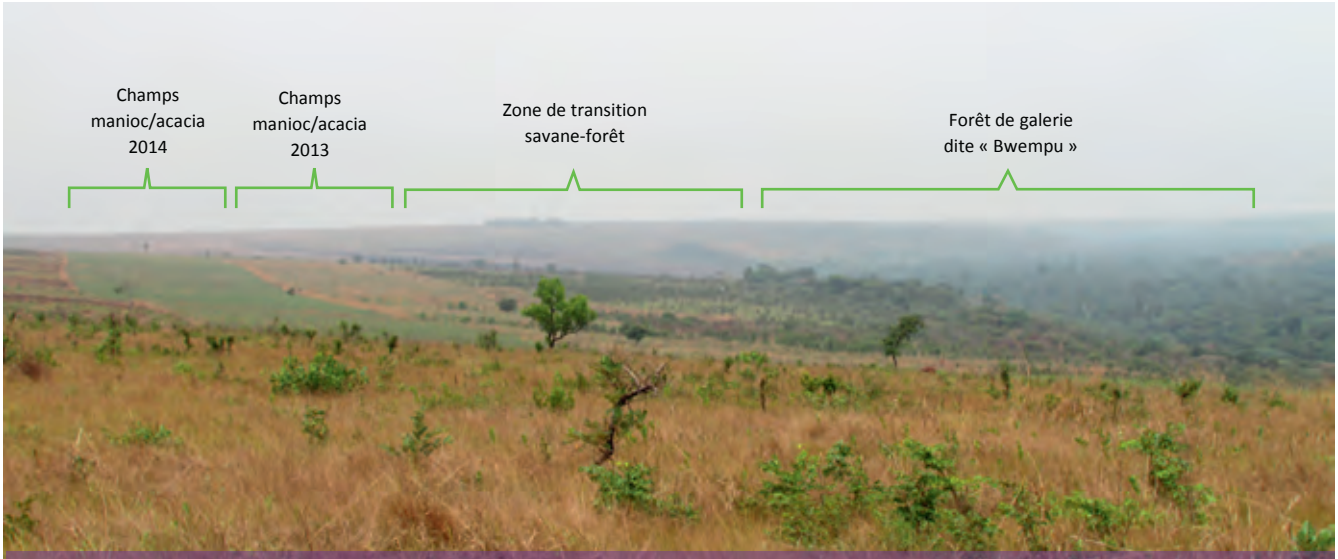
Plus de 150 professeurs et chercheurs de l'ULB sont engagés dans des projets d'ULB-Coopération et notre université accueille chaque année une quarantaine de doctorants issus des pays du Sud auxquels sont attribuées des bourses leur permettant d'approfondir leur formation.

Outre la Faculté de Médecine et l'École de Santé Publique, les principales facultés participant aujourd'hui à nos efforts sont l'École Polytechnique, la Faculté des Sciences (et plus particulièrement l'École Interfacultaire de Bioingénieurs) ainsi que la Faculté d'Architecture La Cambre Horta. Pour un certain nombre de projets agraires, nous travaillons également en collaboration avec la Faculté Universitaire des Sciences Agronomiques de Gembloux, dont la compétence en la matière est incontestable.

Les motivations pour l'implication d'une institution universitaire dans la coopération au développement sont multiples. Tout d'abord, évidemment, la mise à disposition des compétences scientifiques et académiques de l'ULB au service du renforcement de nos partenaires universitaires du Sud. Et l'enrichissement n'est pas à sens unique : amélioration de nos connaissances, débouchés pour nos chercheurs et apprentissages mutuels sont le menu quotidien de tous ceux qui participent à cette exigeante mais exaltante aventure sans cesse renouvelée.

Eric Decroix,
Administrateur

Visite de notre projet agroforestier dans le Kwamouth



Vallée de Bwempu située sur le terroir du village de Botulu. Vue sur les champs agroforestiers et la forêt protégée de Bwempu.

En mai 2013, le SLCD, aujourd'hui devenu ULB-Coopération, initiait son programme agroforestier dans le sud du territoire Kwamouth (Province de Maï Ndombé, ex-Bandundu) en partenariat avec l'ONG congolaise GI-AGRO. Laurence Hanon, chargée des projets en RDC, a participé à l'époque aux enquêtes visant à délimiter les terrains agroforestiers. Mené par Blaise Kitambala, ingénieur agronome, avec l'assistance de Camille Reyniers, doctorante en anthropologie de l'ULB, ce travail a contribué au projet pilote « REDD »[1] aujourd'hui le mieux abouti au niveau national. Au retour de sa mission de suivi en août dernier, Laurence nous fait part des éléments de réussite de ce projet.

1 Réduction des Émissions de CO_2 provenant de la Déforestation et de la Dégradation des forêts.

Une contribution à une stratégie nationale de lutte contre la déforestation en RDC

L'objectif visé par notre programme dans le Sud du territoire Kwamouth est de trouver des alternatives à l'exploitation des forêts dans la région du Plateau Batéké. Conçues et testées avec les agriculteurs sous la supervision du GI-AGRO, ces alternatives contribuent à alimenter la réflexion nationale dans le cadre du programme REDD.

Ce programme de « Réduction des Émissions de CO_2 provenant de la Déforestation et de la Dégradation des forêts » est une initiative internationale lancée et coordonnée par l'ONU depuis 2008. Elle vise à lutter contre le réchauffement climatique provoqué par les émissions de gaz à effet de serre induites par toute forme de destruction des forêts. La RDC fait partie des 9 pays pilotes du programme REDD. Ce pays met en œuvre la stratégie nationale REDD en s'appuyant sur différents projets pilotes, dont le projet NSK (Novacel Sud Kwamouth) dans le Sud du territoire Kwamouth. Ce projet comprend une partie privée gérée par la société Novacel et une partie villageoise, gérée par le GI-AGRO.

L'implantation des champs agroforestiers à Botulu

Mercredi 11 août, tôt le matin. Notre véhicule se rapproche du village de Botulu. Deux années se sont écoulées depuis ma dernière visite. Je suis accompagnée de Anneke Claes, présidente des « Amis d'Ibi Village », asbl qui soutient financièrement le programme d'ULB-Coopération au Sud Kwamouth. Nous sommes guidées par Blaise Kitambala, coordinateur et responsable technique depuis le démarrage de ce projet, et accompagnées de Paulette Songa-Songa, ingénieure engagée depuis peu pour encadrer les activités à vocation sociale au Sud Kwamouth.

Notre véhicule quitte la route principale pour emprunter une piste menant aux plantations agroforestières. Celles-ci sont installées sur les flancs de la vallée de Bwempu. Nous nous arrêtons en bordure de pente, d'où il est possible de contempler toute l'étendue des champs agroforestiers.

« *En tout*, nous explique Blaise, *ce sont plus de 60 ménages de Botulu qui se sont activement investis dans l'agroforesterie. L'étendue vert clair que vous voyez là (voir photo, à la page 2), a été mise en place en 2014. Le manioc est arrivé à maturité et la récolte a déjà commencé. Celle en contre-bas, jaune clair est l'étendue agroforestière mise en place en 2013, qui a été récoltée fin 2014. Chaque bande fait 100 ha, soit plus d'un hectare et demi de manioc par ménage et par an.* »

Blaise Kitambala, coordinateur de notre programme au Sud Kwamouth. Photo prise dans un champ agroforestier. En avant plan, un acacia.

L'acacia, élément de réponse à l'épuisement des terres agricoles

Blaise nous montre également la forêt de Bwempu, en contre-bas : « *Lorsque nous sommes arrivés il y a deux ans, les terres de cette forêt étaient surexploitées par l'agriculture sur brûlis, diminuant chaque année les rendements agricoles. La demande d'alternatives était donc forte à Botulu.* »

Les zones de savane, pourtant majoritaires en superficie dans la région, sont sous-exploitées du fait de leur faible fertilité. Le GI-AGRO propose aux agriculteurs d'y planter du manioc et de l'acacia, un arbre à croissance rapide. Ces derniers produisent une litière riche et abondante. Une fois abattus, ils laisseront place à de nouvelles cultures de manioc, qui bénéficieront dès lors de terres fertiles.

L'agroforesterie permet également de fournir du bois de chauffe commercialisable par les producteurs sur le marché de Kinshasa. « *Aujourd'hui nous plantons plus de 10.000 plants d'acacia par ha,* nous explique Blaise, *après 4 à 6 ans, ils pourront être exploités par les agriculteurs pour leur transformation en charbon, ce qui devrait également participer à la diminution du taux de déforestation dans la région.* »

Stratégies de lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts

Installée sur les zones de savane, l'agroforesterie peut, dans certaines conditions, créer une alternative efficace à l'exploitation des forêts. Camille Reyniers et Blaise Kitambala ont analysé les raisons favorisant l'adoption de l'agroforesterie dans les différents villages d'intervention du projet :

« *Ce qui a bien fonctionné à **Botulu**, c'est le fait que ce village dispose de grandes étendues de savane sur son terroir. De plus, les ménages d'agriculteurs appartiennent tous à la même famille et l'accès à la terre est géré par un membre de cette famille, qui est le chef de Botulu. Ce contexte a facilité les plantations d'acacia sur les parcelles agroforestières.*

Au départ, les agriculteurs n'étaient pas convaincus de l'intérêt à s'investir dans un nouveau système de culture. Nous avons donc réalisé un long travail de négociation et de réflexion avec eux pour adapter notre stratégie d'intervention à leurs besoins. Par exemple en couvrant financièrement une partie de la main-d'œuvre liée aux travaux de repiquage des plants à la sortie de la pépinière, tâche qui tombait en effet exactement au moment où les agriculteurs étaient occupés par la préparation de leurs champs en milieu forestier. Aujourd'hui, deux ans après, ce sont les agriculteurs qui organisent eux-mêmes les plantations d'acacia. La première récolte en 2014 a été une grande source de motivation. La production de manioc a été très bonne. D'après les agriculteurs, elle a été plus élevée que dans les champs de forêt. »

Blaise Kitambala me montre toute l'étendue de la forêt de Bwempu : « *Tu te souviens, lors de ta visite en mai 2013, le chef de Botulu s'était engagé à protéger cette forêt pour une durée de 5 ans en contrepartie de notre appui. Regarde, depuis lors, il n'y a plus aucune activité agricole, plus personne ne veut y cultiver. La superficie de cette zone protégée a été estimée à 400 ha. Et tu vois cette zone de savane entre la forêt galerie et la première zone agroforestière ? Les arbres sont en train de repousser. Les champs agroforestiers sont entourés de pare-feux, ce qui protège aussi bien les champs agroforestiers en amont que la zone de transition forêt/savane en aval. Non seulement la forêt est protégée, mais elle s'étend également.* »

Botulu est un des trois villages concernés par le projet pilote REDD au Sud Kwamouth, et je demande à Blaise comment se passe le projet dans les autres villages d'intervention :

« À ***Buntsiele***, *dans le village voisin, les agriculteurs n'ont pas encore planté d'acacia. Ce village ne dispose que de peu d'espace de savane. Il est situé le long de la route principale qui mène à Bandundu-Ville (chef-lieu de la Province) et la dynamique d'occupation des terres est différente. Buntsiele se compose d'une part de familles d'ayants-droit, gestionnaires de la terre, d'autre part d'allochtones. Les ménages d'allochtones louent la terre aux ayants-droit pour une période de deux années au grand maximum.*

Agricultrice de Botulu, portant des racines de manioc issu des champs agroforestiers.

Or un arbre ne peut se planter que lorsque l'usufruit de la terre est octroyé à long terme. Dans ce cas, nous avons pris l'option de ne pas forcer les plantations d'acacias, pour ne pas générer de conflit sur le foncier entre les agriculteurs. Les terres sont emblavées en manioc ; et concernant les acacias, nous attendons que la chefferie prenne le temps de réfléchir à une solution pour la prochaine saison culturale. En respectant ainsi l'organisation politique locale, nous garantissons la durabilité des futures plantations d'acacias. »

« À ***Boku***, *dans le troisième village ciblé par le projet, notre approche est encore différente. Il s'agit là d'un village forestier. Les zones de savane sont éloignées des zones d'habitation, et il n'y avait aucune demande d'y pratiquer l'agroforesterie. Les forêts aux abords du village sont cependant très dégradées, notamment du fait des prélèvements en bois d'œuvre. Le GI-AGRO envisage d'entamer fin 2015 une démarche de gestion communautaire du bois d'œuvre, ce qui participera également à diminuer le taux de dégradation forestière dans la région.* »

Le dispensaire, projet annexe à notre intervention

En fin de matinée nous quittons les champs pour repartir vers la zone d'habitation de Botulu. Nous visitons le tout nouveau dispensaire, financé par les Amis d'Ibi Village, via un apport de la société Roche. Anneke Claes, qui travaille chez Roche, est à l'origine de cette initiative. Elle nous fait part de la provenance de ce financement, et de ses impressions à la sortie de sa visite du dispensaire :

« *Roche est une société pharmaceutique, soucieuse d'améliorer l'accès aux soins de santé. Nous organisons chaque année le projet « Eco-ASCO ». ASCO est un congrès oncologique international qui se tient à Chicago. Au lieu d'envoyer nos médecins oncologues à ce meeting, nous leur offrons un pass pour assister au congrès de manière virtuelle. Pour les remercier de ce geste écologique, Roche contribue à hauteur de 25 euros par participant aux projets de santé que réalise ULB-Coopération avec son partenaire, le GI-AGRO.*

Ma dernière visite date de 2010, et j'ai vu à l'époque l'état des dispensaires dans les villages du projet. Il n'y avait plus aucun matériel. Les dispensaires étaient vides et le dernier passage de médecins datait de 2008. Or, le secteur de Baboma-Sud compte une trentaine de villages et environ 5.000 ménages. La réhabilitation de ces infrastructures était *une forte demande de la population, surtout pour permettre aux femmes d'accoucher dans des conditions correctes. Grâce au travail conjoint de Paulette Songa-Songa et de Blaise Kitambala, le dispensaire de Botulu est aujourd'hui vraiment fonctionnel. Il y a tout : une salle d'attente, un laboratoire, une pharmacie, une salle d'accouchement équipée, une salle d'observation des malades. La pharmacie comprenant tous les médicaments nécessaires aux premiers soins est pour le moment cogérée par le GI-AGRO et le comité de développement du village. J'ai également rencontré Anicet Kahiombo, infirmier titulaire du dispensaire. Avec 35 ans d'expérience, il est vraiment en mesure de gérer ce dispensaire. Il nous a également fait visiter la maternité, où une petite fille venait tout juste de naître. Suivant la tradition congolaise, la petite a été prénommée Laurence, pour honorer son homonyme en visite ce jour-là ».*

Laurence Hanon
Chargée de projets RdC

Dispensaire de Botulu, réhabilité par notre projet au Sud Kwamouth. De gauche à droite : Paulette Songa-Songa (GI-AGRO), Anneke Claes (Amis d'Ibi Village), Anicet Kahiombo (infirmier titulaire), et l'aide-soignant.

Certificat complémentaire interuniversitaire sur le trauma psychique

Sous la co-promotion des Professeurs P. Verbanck de l'ULB et S. Mampunza de l'UNIKIN, avec la collaboration de leurs collègues de l'ULG en Belgique (Prof Seutin) et de l'UPN en RDC (Profs Masiala et Mukau), se développe actuellement un intéressant « projet de formation sud » financé par l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES). Il est à vocation régionale (RDC et pays voisins) et comprend un volet de soutien à la relève académique à Kinshasa (Unikin et UPN). *(Verbanck P., Mampunza S., Seutin V. et Corten P.)*

Ce **Certificat complémentaire interuniversitaire sur le trauma psychique** est venu à point nommé du fait notamment de la situation grave d'insécurité mentale majeure que connaissent les populations congolaises depuis quelques décennies. Les raisons en sont la pauvreté, le fort exode rural et de personnes fuyant les régions en conflits, l'effritement de la solidarité familiale dans les agglomérations, l'abandon d'enfants et d'adolescents qui se regroupent en gangs, les viols, le VIH et la consommation d'alcool et de drogues locales.

Les personnes exposées au trauma psychique se comptent par millions en RDC et dans les pays limitrophes qui vivent des situations semblables. Faute d'un personnel qualifié en santé mentale, les personnes qui décompensent psychologiquement, jusqu'à des manifestations psychiques cliniquement significatives, tombent pour le mieux dans des mains inexpertes, et pour le pire se consument à petit feu jusqu'au dysfonctionnement personnel et collectif.

Pour un début de solution durable à cette situation catastrophique, le projet est en train de réaliser :

- La formation doctorale de 3 scientifiques destinés à devenir formateurs universitaires dans le domaine du trauma psychique et constituant la relève académique en RDC (UNIKIN et UPN).
- Une formation (certificat universitaire spécialisé complémentaire agréé de 3ième cycle) sur le trauma psychique qui est dispensée au CNPP/Faculté de Médecine de l'UNIKIN par les facultés de psychologie et de médecine des universités de Kinshasa (UNIKIN et UPN), avec l'appui des partenaires de l'ULB et de l'ULg, sur une année académique.

Les stagiaires à la formation acquièrent un savoir-faire de terrain, y compris en communication dans les médias, via des stages avec la Faculté des Lettres et Sciences de la Communication.

Il est prévu que les experts en trauma psychiques de la région échangent leurs expériences de manière à se renforcer mutuellement, par le biais d'un site internet en construction. Par ailleurs, à partir de l'an prochain, ceux-ci participeront à un groupe de réflexion panafricain sur les programmes de terrain d'amélioration des comportements de résilience par et avec la communauté dans des climats d'insécurité persistante.

À l'issue de la première année de ce projet, un encouragement à sa poursuite vient d'être donné par l'ARES lors de sa session d'évaluation de Juillet 2015 à Bruxelles et par le Ministre Marcourt et le Directeur Général de l'ARES, qui viennent de séjourner à Kinshasa. Une importante émission a été organisée à la radio de l'UNIKIN sur certains projets en cours d'exécution, avec la participation du Ministre congolais de l'Enseignement supérieur et universitaire, des autorités belges, du Recteur de l'UNIKIN et du Professeur Dr S. Mampunza.

Diplômés 2015 du certificat

INVITATION

AGRO-BUSINESS et AGRICULTURE FAMILIALE :

Goliath contre David ?

ULB-Coopération, en collaboration avec **AgriCongo** et la **Ville de Bruxelles**, organise le **12 novembre 2015** une conférence-débat à laquelle vous êtes cordialement conviés.

Cette conférence abordera les différences et complémentarités de deux modèles de développement agricoles souvent mis en opposition. L'agriculture familiale peut-elle co-exister avec les Parcs Agro-Industriels (PAI) soutenus par les autorités nationales de la RDC ?

Plusieurs experts en la matière interviendront parmi lesquels :

- **Paluku Mivimba –** représentant de la Confédération Nationale des Producteurs Agricoles de RDC (CONAPAC)
- **Laurence Roudart –** professeure de Développement agricole à l'ULB

Le débat sera animé par Jean-Jacques Grodent, représentant de l'Alliance AgriCongo.

Le **jeudi 12 novembre 2015** à **19h00** à **l'ULB – auditoire UD2.218A**, (Square G, bâtiment U, Porte D).

Entrée gratuite.

Deux parkings seront disponibles : l'un entre l'Avenue Héger et l'Institut de Sociologie et l'autre sur l'Avenue Depage.

Informations complémentaires : graziella.barry@ulb-cooperation.org ou 02 217 72 50.

ALLIANCE AGRICONGO

Ville de Bruxelles – Solidarité Internationale

NEWS

Nadia Benali, notre nouvelle collègue

Arrivée le 1er septembre dernier, Nadia Benali a rejoint la Cellule Administrative et Financière (CAF). Elle occupe le poste d'Assistante Administrative.

Toute l'équipe d'ULB-Coopération lui souhaite la bienvenue.

Une nouvelle stagiaire au siège d'ULB-Coopération

Katarzyna Mirecka nous a rejoints le 1er septembre et restera parmi nous durant 6 mois.

Katarzyna est titulaire d'une Licence en langues étrangères appliquées Anglais-Russe à l'Université Stendhal Grenoble III en France et d'un Master en Relations Internationales du Commerce, à l'Université d'Économie de Pornori en Pologne.

3 étudiants en stage au Burkina Faso

En août, nous avons envoyé trois stagiaires de Master 2 en Bio-Ingénieur sur l'un des terrains d'intervention d'ULB-Coopération, à Barsalogho, petite ville située au Nord du Burkina Faso. Le stage, d'une durée de trois mois, est encadré localement par notre ONG partenaire «Impulsion». Cette association travaille au développement socio-économique de 3 communes rurales de la province du Sanmatenga (Barsalogho, Pensa, Dablo), dans le domaine de l'accès à l'eau potable, de l'énergie et de la gestion durable des ressources naturelles.

Les stagiaires collaborent étroitement avec les techniciens de l'association Impulsion : d'une part pour améliorer les techniques de transformation et de valorisation des fruits de balanitès, un arbuste caractéristique de végétation soudano-sahélienne, et d'autre part pour tester une méthode permettant de suivre l'évolution du déboisement des massifs forestiers dans la périphérie proche de Barsalogho.

À l'issue du stage, les étudiants auront la possibilité de réaliser leur mémoire sur le même terrain d'intervention.

Si vous souhaitez obtenir plus d'informations sur les possibilités de stages auprès d'ULB-Coopération, contactez julie.berthelier@ulb-cooperation.org.

Appel aux volontaires, Opération 11.11.11

Du **05 au 15 novembre** prochain se déroulera la grande récolte de rue, l'Opération 11.11.11, organisée par le CNCD 11.11.11.

L'argent récolté permet aux ONG membres du CNCD 11.11.11, dont ULB-Coopération fait partie, de cofinancer leurs projets dans les pays en développement.

Nous lançons donc un appel aux bénévoles qui souhaiteraient nous aider à la vente des produits 11.11.11.

contact@ulb-cooperation.org

Soutenez notre action : CBC : BE55 7320 0983 5144 ou BNP : BE86 0014 8053 5450
En mentionnant dans la communication : Nom, Prénom - DON